

*Le budget*

d'autres déductions qui sont bien cernées dans un rapport que le ministère des Finances a publié en 1994.

Il est tout à l'honneur du ministre des Finances d'avoir supprimé deux ou trois échappatoires, mais le régime fiscal demeure peu progressif par suite de neuf années de gouvernement conservateur, de neuf années de budgets conservateurs.

Il est temps de procéder à une réforme en profondeur de notre fiscalité. C'est d'autant plus urgent, nécessaire et pertinent que, comme on l'annonce dans le présent budget, l'enveloppe sociale a été réduite de sept milliards de dollars. Si l'on avait supprimé plus d'échappatoires fiscales et si l'on avait passé le régime fiscal au même crible que celui de la sécurité sociale, on n'aurait pas été obligé de réduire l'enveloppe sociale, car les fonds additionnels dont on aurait alors disposé permettraient de ne pas réduire autant les dépenses. On aurait les fonds qu'il faut pour établir des programmes d'emploi pour les jeunes, qui attendent désespérément des possibilités d'emploi qui ne se matérialisent toujours pas en dépit d'une croissance économique vigoureuse.

Autrement dit, s'il supprime davantage d'échappatoires fiscales, le gouvernement aura les recettes dont il a absolument besoin pour lutter contre le chômage et pour se permettre d'imposer des restrictions moins marquées. Je n'ai pas le temps de parler ici de toutes les nombreuses compressions budgétaires prévues. Je vais donc m'en tenir à deux ou trois qui sont particulièrement douloureuses.

• (1710)

L'une d'elles réduit le budget du logement social de 270 millions de dollars à une époque où à Toronto seulement, il faut attendre quatre ans pour obtenir un logement.

Pourquoi réduire d'un tiers la protection de nos ressources naturelles? Je parle ici du budget du ministère de l'Environnement. En comparaison, le ministère de la Défense, avec neuf milliards de dollars, reçoit près de 20 fois plus. Lequel des deux est le plus important?

Pourquoi réduire l'aide internationale à une époque où les projets sanitaires et les projets de développement sont si nécessaires pour assurer la stabilité des nations les plus pauvres?

Comment pouvons-nous respecter l'engagement en faveur du développement durable que nous avons pris dans notre livre rouge si nous réduisons de 70 p. 100 les crédits fédéraux à l'industrie canadienne de l'environnement tandis que le budget de l'industrie nucléaire est maintenu dans sa totalité?

Comment pouvons-nous préserver et renforcer l'identité canadienne si le budget du Conseil des arts du Canada est réduit de moitié? Comment promouvoir et soutenir nos artistes sans l'aide du gouvernement fédéral?

Il est aujourd'hui trop tard pour parler du budget qui a été déposé, mais pas trop tôt pour parler du prochain. Nous continuerons de travailler pour que, en 1996, le budget ait une orientation différente, plus conforme aux promesses faites dans le livre rouge, pour qu'il s'attaque au problème du chômage, qu'il protège les plus faibles de notre société et qu'il comble les besoins sociaux des Canadiens.

Au fil des ans, les Canadiens ont voté pour les libéraux parce qu'ils comptaient sur notre capacité de renforcer les politiques

sociales et économiques et de les rendre complémentaires. Cela est tout aussi vrai aujourd'hui qu'il y a 20, 40 ou 60 ans. Il est à espérer que le budget aura les effets voulus et que nous, les libéraux, pourrions résoudre l'autre moitié de l'équation, que nous pourrions élaborer des initiatives et des programmes sociaux et de création d'emplois forts au cours de la deuxième moitié de notre mandat pour le plus grand bien de l'ensemble de la société canadienne.

**M. Ed Harper (Simcoe—Centre, Réf.):** Monsieur le Président, j'aimerais bien pouvoir dire en commençant que je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour parler de ce budget, mais ce n'est pas le cas. Je suis extrêmement déçu que le gouvernement ne soit pas encore prêt à faire face à la réalité et à reconnaître la gravité du problème auquel le Canada est confronté.

Le budget prévoit des réductions mineures alors que nous avons besoin de réductions majeures. Il prévoit aussi certains impôts occultes alors qu'aucune hausse d'impôts n'était justifiée.

Nous devons des remerciements aux milliers de citoyens qui ont écrit et qui ont participé à des manifestations publiques pour faire savoir clairement au gouvernement qu'il fallait équilibrer le budget et que cela devait se faire au moyen de compressions des dépenses et non au moyen de hausses d'impôts ou de nouveaux impôts. Nous avons obtenu cela dans une certaine mesure, bien que le budget prévoie certains impôts occultes.

C'était un budget en deux étapes. Je voudrais retourner brièvement au premier budget et revenir ensuite à ce deuxième budget. Dans le premier budget, le gouvernement disait ceci: «Oui, nous avons un problème. Le Canada a un problème. Ce n'est pas trop grave. Ne vous énervez pas. Prenez une aspirine et vous vous sentirez mieux demain matin. Ne vous sentez pas mal. Soyez heureux.» Le gouvernement a donc présenté un budget qui, en réalité, a aggravé la situation puisque, au cours de l'année de ce budget, notre dette est passée de 490 milliards de dollars à 550 milliards de dollars. Le Canada est confronté aujourd'hui à un problème beaucoup plus grave.

Nous avons même pensé, dans ce premier budget, que nous pouvions acheter la prospérité. Il prévoyait un programme d'infrastructure de six milliards de dollars.

Le problème du Canada s'est aggravé. Avec le deuxième budget, le diagnostic est que le Canada est gravement malade, que nous avons un très grave problème de dette et de déficit et que nous devons nous attaquer sans plus tarder à ce problème. Toutefois, la cure proposée est une dette de 650 milliards de dollars, un déficit de 25 milliards de dollars et des versements d'intérêts de 50 milliards de dollars. Ce n'est pas ce que j'appelle du progrès. On peut difficilement parler de remède. Le Canada s'enfonce de plus en plus dans le gouffre.

• (1715)

Le gouvernement en est à l'étape du diagnostic, maintenant qu'il comprend enfin la gravité de la situation. Le gouvernement s'est rapproché de notre position. Il a reconnu que le Canada était gravement malade. La seule chose qui ne fait pas l'unanimité, c'est la solution à apporter au problème. Le déficit, on en convient, constitue un danger de mort. Si cela constitue un danger de mort pour notre pays, pourquoi serions-nous en faveur